Burundi : le processus électoral mis à mal par le boycott de l'opposition

@rib News, 04/06/2010 â€“ Source AFPLe boycott annonc des lections prsidentielles du 28 juin par l'opposition burundaise, mcontente du rsultat des municipales, met mal un processus lectoral cens consolider la paix peine retrouve aprs 13 ans de guerre civile. Cette annonce a fait suite aux accusations de "fraudes massives" qui ont, selon l'opposition, entach les communales du 24 mai, avec une prsidentielle le 28 juin et des lgislatives un mois plus tard. Cinq candidats de l'opposition - Pascaline Kampayano, candidate d'une dissidence du parti prsidentiel, l'UPDA ; l'ancien prsident Domitien Ndayizeye, candidat du principal parti d'opposition parlementaire Frodebu ; Lonard Nyangoma, chef historique de la rbellion hutu ; Agathon Rwaswa, le chef de l'ex-rbellion des Forces nationales de libration (FNL) ; et Alexis Sinduhije, ex-journaliste et prsident d'un jeune parti, le MSD - se sont retirs mardi de la course l'lection prsidentielle du 28 juin au Burundi, qu'ils estiment par avance "truque". Regroups au sein d'une nouvelle coalition, l'Alliance dmocratique pour le changement au Burundi (ADR), ces partis ont raffirm avec force jeudi leur retrait du processus lectoral, malgr les appels de la communaut internationale. Dans une dclaration commune, le reprsentant de l'Onu, ainsi que les principaux ambassadeurs prsents au Burundi (Allemagne, Belgique, France, USA, Union europenne, Russie, Afrique du sud) ont "invit" les cinq candidats "reconsidrer" leur dcision. Ils ont "rappel que l'observateurs tant internationaux que nationaux (...) ont port une apprciation globalement positive quant au droulement du scrutin communal", tant contest par l'opposition. "Les partis d'opposition doivent revenir rapidement la raison", a comment un diplomate, sous couvert d'anonymat. "C'est irraliste et irresponsable de croire que les communales puissent tre annules", a estim cette source, dplorant "une fuite en avant qui ne peut que conduire dans une impasse". "Il n'y a pas eu de fraudes massives, mais des irrgularits, videmment regrettables, que l'opposition tente aujourd'hui d'utiliser pour dcrdibiliser tout le processus", affirme une source onusienne. "Mauvaise perdante, l'opposition a sous-estim l'influence du parti au pouvoir (CNDD-FDD) en province, qui a fait une campagne de terrain trs efficace, avec beaucoup de moyens", parfois mme ceux de l'Etat, analyse la mme source. "C'est un jeu dangereux, qui risque de radicaliser l'opinion et certains militants, avec la menace d'un CNDD-FDD au pouvoir qui se crispe et ragit trop vigoureusement". Une vingtaine de cadres et militants de l'opposition sont ainsi dtenus depuis une semaine aprs de premires violences postlectorales Bujumbura et dans plusieurs provinces, selon des sources concordantes. Et les ministres de la Scurit publique et de la Dfense ont clairement "mis en garde" contre "toute perturbation de la scurit et de l'ordre public", voquant des tentatives de "dstabilisation en cours de prparation". "Le pouvoir burundais, qui a le beau rle jusqu'ici, doit viter de retomber dans son travers du tout rpressif. Cela pourrait se retourner contre lui", ajoute le diplomate d' cit. Seuls deux candidats restent en lice actuellement pour la prsidentielle: le chef de l'Etat sortant Pierre Nkurunziza, dsormais ultra favori, et le candidat du principal parti tutsi Uprona, Yves Sahinguvu. L'Uprona, qui a exig son tour l'annulation des communales doit annoncer vendredi si son candidat se retire. "Si l'Uprona reste en course, le processus lectoral peut tre sauv. Sinon, ce sera un terrible gchis", pronostique le diplomate, estimant que "le Burundi sera alors entr dans une nouvelle priode d'incertitude".